



II–L’indemnisation des populations en cas de catastrophes

La loi n°82-600 du 13 juillet 1982 modifiée, relative à l’indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (article L.125-1 du Code de l’assurance) a fixé pour objectif d’indemniser les victimes de catastrophes naturelles en se fondant sur le principe de mutualisation entre tous les assurés et la mise en place d’une garantie de l’État.

La reconnaissance de l’état de catastrophe naturelle fait l’objet d’une publication au Journal Officiel par l’intermédiaire d’un arrêté interministériel. Cette parution est notifiée par la préfecture aux maires concernés, qui relayent ensuite l’information à leurs administrés. Ces derniers disposent ensuite de 10 jours pour transmettre à leur assureur l’estimation des dégâts et des pertes qu’ils ont subies.

Les événements pris en compte dans la reconnaissance d’état de catastrophe naturelle sont les inondations et les coulées de boue, les mouvements de terrain (effondrements, éboulements de blocs et pierres, glissements et coulées associées), les problèmes liés à la réhydratation des sols et les séismes. En revanche, les dommages occasionnés par le vent, la grêle, la foudre, l’infiltration des eaux sous les toitures ou les feux de forêt ne sont pas pris en compte dans cette procédure. Ils sont indemnisables par les assurances et figurent dans les contrats, au titre de la garantie de base.

La couverture d’un sinistré au titre de la garantie « catastrophe naturelle » est soumise aux conditions suivantes :

- L’agent naturel doit être la cause déterminante du sinistre.
- L’intensité du phénomène présente un caractère « anormal » et doit être constitutif d’un risque non assurable.
- La victime doit avoir souscrit à un contrat d’assurance garantissant les dommages d’incendie ou dommages aux biens. Ces garanties sont étendues aux pertes d’exploitation, si elles sont couvertes par le contrat de l’assuré.
- L’état de catastrophe naturelle est reconnu par un arrêté interministériel, dit « arrêté Cat-Nat », déterminant les zones et les périodes où ont eu lieu la catastrophe, ainsi que la nature des dommages.